



## Compte rendu de mandat des représentant-es du personnel CGT FINANCES au CDAS du 17 octobre 2017

*Début de la séance à 9h30*

### Représentants de l'Administration :

M. MORICEAU (DDFiP), Président ,  
M. JOUVE (DDFiP),  
M. BONHOURE (DDCSPP).

### Représentants du personnel :

Mme FRIAA, CGT (titulaire),  
M. WAY, CGT (suppléant),  
Mme LAROUSSINIE, Solidaires (titulaire),  
Mme BOURGADE, FO (titulaire),  
M. BASTIEN, FO (titulaire)

### Délégation de l'Action Sociale :

Mme BENOIT, déléguée départementale,  
Mme DUFAU, assistante de service social,  
Mme MAILLOT, médecin de prévention,  
Mme LEMAÎTRE, conseillère technique régionale.

### Correspondants sociaux :

Mme FELGINES (DDSPP), Mme MIALOU (DDFiP),

Mme PUECH, vice-présidente de l'association des retraités.

Mme BENOIT assure le secrétariat, et Mme LAROUSSINIE (Solidaires) celui de secrétaire adjoint.

### Déclaration Liminaire

Sylvie FRIAA lit la **déclaration liminaire des représentant-es de la CGT Finances (voir en pièce-jointe)**.

### 1/ Approbation du procès verbal de la réunion du 28 mars 2017

Le procès-verbal est adopté à l'unanimité.

### 2/ Actualité du secrétariat générale

Voir notre déclaration liminaire.

Les représentant-es CGT soulignent l'importance des journées d'accueil des nouveaux arrivants, avec présence de la délégation départementale de l'action sociale, pour la bonne connaissance des dispositifs d'action sociale. Ils demandent l'organisation de tels accueils pour les collègues CCRF de la DDCSPP.

M. MORICEAU va discuter de la possibilité de rattacher les nouveaux arrivants CCRF à la demi-journée d'accueil faite à chaque rentrée à la DDFiP du Cantal.

### 3/ Résultat de l'enquête de satisfaction « Groupama » (restauration des sites DDFiP places des Carmes et de la Paix)

Au vu des réponses, le niveau de satisfaction est assez moyen.

Face à ce constat, les représentant-es CGT proposent d'envisager une éventuelle convention avec un autre établissement.

Des recherches seront faites par la Délégation.

**Les représentant-es CGT invitent les collègues concernés à nous donner leur avis sur le conventionnement actuel et d'éventuelles alternatives : [cgt.ddfip15@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:cgt.ddfip15@dgfip.finances.gouv.fr) .**

La délégation va également étudier la possibilité d'un second conventionnement pour les agents CCRF de la DDCSPP.

En prévision du déménagement de la Trésorerie Banlieue (début 2018) dans les locaux de la DDFiP, les représentant-es CGT demandent quelles en seront les conséquences pour la restauration de ces agents.

La déléguée et le Président nous informent qu'ils perdront le bénéfice des titres restaurant (carte Appétiz) pour relever de la convention Groupama.

**Les représentant-es CGT invitent les collègues concernés à nous donner leur avis sur cette situation : [cgt.ddfip15@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:cgt.ddfip15@dgfip.finances.gouv.fr) .**

### 4/ Utilisation des Crédits d'Action Locale (CAL) 2017

**\*Arbre de Noël 2017 :**

**Il se déroulera le 06 décembre prochain à la salle de la Vidalie à Arpajon, avec un spectacle pour enfants intitulé « Le Noël de Toto » (Jacques Bienvenue).**

**En plus du spectacle une animation *maquillage pour enfants* est prévue.**

Comme l'an dernier les parents devront apporter les cadeaux à la délégation (ou à l'arrière de la salle de la Vidalie le jour de la manifestation) pour qu'ils soient remis par le Père Noël à leurs enfants. Les membres du CDAS pourront participer à la collecte sur les sites où ils sont présents.

**Les chèques cadeaux (d'une valeur faciale de 40 €, supérieure à la moyenne nationale), désormais dématérialisés, seront envoyés sur les messageries professionnelles (à l'exception des agents absents pour une longue durée, qui les recevront « papier » chez eux en LRAR).**

Il sera possible de demander la rematérialisation du chèque cadeau.

*Pour rappel, une autorisation d'absence d'une demi-journée peut être accordée aux parents souhaitant accompagner leurs enfants au spectacle. Pour les agents de la DDFiP, motif « FR1DA Arbre de Noël » sur Agora.*

## **\*Utilisation des Crédits d'Actions Locales (CAL) 2017**

- Montant total de la dotation = 16 000 €

Après bilan de l'utilisation des crédits alloués, le solde positif est de 2 172, 78 € à ce jour mais des actions sont encore en cours (Bowlings) et certaines dépenses de l'arbre de Noël ne sont pas encore chiffrées:

### **Concernant les « coins repas » il reste un solde à utiliser de 157,20 €.**

Cette année seules les trésoreries de Laroquebrou, Chaudes-Aigues et le SIP/SIE St-Flour ont demandé des achats pour leurs « coins repas ».

**Pour les sites concernés, pensez à faire remonter vos demandes d'achat à la délégation.**

*Pour rappel :* les « coins repas » concernent l'aménagement de salle sur les sites ou les agents bénéficient de titres restaurant.

## **5/ CAL Projets 2018.**

Budget disponible (hypothèse de travail sur la base du montant 2017) = 16 000 €, comprenant la dotation pour l'organisation des « coins repas ».

\*Arbre de Noël montant prévisionnel alloué à cette manifestation 8 000 € (idem 2017).

\*Amitié Finances Industrie 200 € (idem 2017).

\*Manifestations retraités 2 300 € (idem en 2017).

\*Consultations Psychologues 240 € sont réservés pour cette action (idem 2017).

*Pour rappel :* coût de la consultation 40 €, participation Délégation 20 €, 4 consultations maximum prises en charge par agent. Psychologue conventionnée : Mme LEMOINE.

\*Budget actifs dont voyages et sorties 4 630 € (idem 2017).

\*Prestation CESU préfinancés 330 € (idem 2017 suite à intervention syndicale).

*Pour rappel :* il s'agit d'un titre de paiement (valeur faciale 15 euros, valable une année) qui permet l'emploi d'un salarié direct ou le paiement d'un prestataire de services à la personne.

*Ces CESU ont pour but de soulager l'agent qui connaît des difficultés passagères, et interviennent pour pallier les prestations non prises en compte par la Mutuelle qui elle intervient pour les urgences, les imprévus et les protocoles lourds.*

*Cette aide est accordée à l'agent ou son conjoint sous certaines conditions : congés longue durée ou longue maladie, congés de maternité, congés de maladie ordinaire supérieur à un mois ou inférieur à un mois si l'agent est dans l'incapacité de se déplacer, sortie d'hospitalisation, garde de personne âgée à charge ou d'enfant handicapé.*

*Les CESU doivent être demandés auprès du service d'action sociale ou auprès de l'assistante de service social, sous présentation de justificatifs médicaux.*

*Cette prestation est limitée à 3 CESU par agent.*

\*Coins repas 300 € (idem 2017).

**Cette proposition de répartition sera soumise au vote du prochain CDAS.**

**\*Sorties prévues en 2018 et 2019 :**

— 19 mai 2018 : sortie libre à Lyon

— 25 et 26 novembre 2018 (à confirmer) : Week-end au Puy du Fou « Le Grand Noël »

— Sorties retraités 2018 : Vichy et la Dordogne

— Séjour groupe autofinancé du 22 au 29 septembre 2018 à Chatel.

— Février 2019 (à confirmer) : Week-end à Paris (Salon de l'Agriculture et Bateau Mouche).

**N'hésitez pas à nous faire remonter vos suggestions et idées de sortie !**  
[cgt.ddfip15@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:cgt.ddfip15@dgfip.finances.gouv.fr)

## **5/ Questions diverses**

### **\_SRIAS :**

Le prix littéraire est reconduit pour 2018. La délégation a obtenu 4 jeux de livres pour l'ensemble des administrations d'État. Plus d'informations auprès de la délégation.

Les représentant-es CGT demandent à ce qu'une information sur les cartes CEZAM et loisirs ANCAVTT, proposées sur le site du SRIAS (Service Régional Interministériel de l'Action Sociale), soit envoyée aux agents. Cette information sera faite par la délégation prochainement.

### **\_Retour colonies :**

Les représentant-es CGT demandent si les parents des enfants partis en colonies ont été contactés pour avoir leurs avis sur ces colonies. La déléguée les contactera prochainement.

### **\_Parking autour des sites aurillacois :**

Avec le retour de plusieurs services Place de la Paix, de plus en plus d'agents sont confrontés à des difficultés pour trouver une place de parking gratuite à proximité de leur lieu de travail. Les prix des abonnements aux parkings payants sont élevés.

Les représentant-es CGT demandent si via la délégation (qui gèrerait mais ne financerait pas) il ne serait pas possible d'obtenir l'accès aux abonnements à tarif réduit.

M. MORICEAU s'engage à voir si cette solution peut être juridiquement envisagée et tiendra informé la parité syndicale.

Concernant le parking « low cost » rue Meallet de cours, pour lequel les agents des sites des places des Carmes et de la Paix seront prioritaires, il ne verra malheureusement pas le jour avant le 1<sup>er</sup> janvier 2019. Les représentant-es CGT réitèrent leur demande pour qu'une solution soit trouvée avant.

*La séance est levée à 11 h 30.*

**Vos représentant-es CGT au CDAS: Sylvie FRIAA – Luc WAY**

***Pour plus d'informations sur l'action sociale n'hésitez pas à nous contacter (04 71 43 45 60 ou 61) et/ou à joindre la Délégation au 04 71 46 85 16.***

***Vous pouvez également consulter le guide de l'action sociale sur notre site internet local :***  
<http://www.cgtfipcantal.org/dossiers/action-sociale>

## **Quelques dates à retenir**

**\_** Dès début novembre : possibilité de renouveler un plan d'épargne Chèques Vacances pour 2018.

Plus d'information : <https://www.fonctionpublique-chequesvacances.fr/cv/web/home> 1<sup>ère</sup> demande possible à tout moment

**\_** 17 novembre 2017 : date limite d'inscription des enfants aux colonies hiver.

Plus d'information : <http://www.epafvacances.fr/ve/index-ve.php>

**\_** Dès le 1<sup>er</sup> janvier 2018 : demande de CESU 0/6 ans pour l'année 2018 (garde d'enfant).

Plus d'information : <https://www.cesu-fonctionpublique.fr/> demande 2017 possible jusqu'au 31/12

**\_** Dès le 1<sup>er</sup> janvier 2018 : demande de CESU 6/12 ans pour l'année 2018 (garde d'enfant et soutien scolaire). demande 2017 possible jusqu'au 31/12

Plus d'information : <https://www.cheque-domicile-universel.com/client/MEF/>



## CDAS du Cantal

*Mardi 17 octobre 2017*

### Déclaration liminaire des représentant-es des personnels CGT Finances

Lors d'échanges avec le secrétariat général du ministère et suite à la baisse du budget des politiques sociales, la CGT avait demandé une enquête afin de connaître les réels besoins des agents.

Cette étude a porté sur 15 000 agents, de toutes catégories et des différentes directions de Bercy. Le taux de réponse est de 32 %, ce qui n'est pas négligeable.

La CGT regrette que certaines questions ne permettent pas plusieurs réponses et soient de fait des questions « *fermées* ». Lors de précédentes réunions le questionnaire avait été évoqué et nous avons précisé nos attentes, notamment sur l'ouverture à des prestations nouvelles.

Nous avons pu constater dans cette enquête, qu'au-delà d'un manque de communication, pour certains, il y a plusieurs « *postes* » à améliorer.

#### **La restauration**

Premier poste budgétaire du budget global des politiques sociales, 71% des agents sondés utilisent soit les structures de restauration, soit les titres-restaurant (carte Apétiz). Ceux qui n'utilisent pas de solutions de restauration, apportent leur repas pour 42%, déjeunent à leur domicile pour 21%, déjeunent à l'extérieur pour 14%. Mais 14% considèrent que le rapport qualité/prix n'est pas satisfaisant et 9% trouvent que le coût restant à leur charge est trop élevé.

La CGT réaffirme qu'elle est attachée à la restauration collective de qualité pour toutes et tous.

La CGT revendique la revalorisation du titre-restaurant à son maximum légal (soit 8,96€) avec participation de l'employeur à 60% (et non 50% comme actuellement).

#### **Le logement – aides et prêts**

Parmi les agents interrogés, 42% ont déjà bénéficié d'une aide au logement, que ce soit l'aide à la première installation, aide ou prêt pour l'accession à la propriété ou encore un logement social.

Il faut souligner que l'association Alpaf a fait un important travail de communication, interventions dans les Écoles, site rénové ([www.alpaf.finances.gouv.fr](http://www.alpaf.finances.gouv.fr)), ainsi qu'une liste affinée de logements vacants en ligne, et un simulateur pour prêts.

Malgré cela beaucoup d'agents ne connaissent pas les aides et prêts du ministère.

Au niveau national la CGT continue de revendiquer un plan ambitieux de réservation de logements sociaux, que ce soit en région parisienne ou en province ainsi que des aides pour tous actifs et retraités.

Localement, les journées d'accueil des nouveaux arrivants doivent continuer de permettre la présentation des dispositifs existants.

## Aides à la parentalité

14% des agents bénéficient ou ont bénéficié d'une aide à la parentalité, que ce soit les CESU 0/6 ans, les CESU 6/12 ans ou encore une place en crèche. Parmi les 86 % qui n'en ont jamais bénéficié, 76 % n'ont pas d'enfants de moins de 12 ans.

La prestation ministérielle 6/12 ans qui est récente, est beaucoup moins connue que l'interministérielle. La sous-direction travaille sur de nouveaux outils de communication afin que tout les agents susceptibles d'y prétendre soient informés.

La CGT dénonce, encore une fois, le manque de berceaux (504 pour toute la France, 0 dans le Cantal) ainsi que les difficultés rencontrées pour utiliser le CESU 6/12 ans. Nous revendiquons un CESU pour les enfants au-delà de 12 ans.

## Vacances-Loisirs

30 % des agents sont déjà partis en vacances par l'intermédiaire d'Epaf, indifféremment dans chaque catégorie. Les raisons pour lesquelles 70 % d'agents ne sont jamais partis avec l'association sont pour 36 % parce qu'ils ne le souhaitent pas, 19 % car le séjour est trop élevé, 17 % car ils ne connaissent pas l'offre, 14 % car les propositions ne leur convenaient pas et 10 % parce qu'il n'y avait plus de places disponibles.

S'agissant des colonies Epaf, 25 % des agents y ont déjà envoyé leur(s) enfant(s). Le taux de satisfaction est élevé, même si on peut regretter les problèmes rencontrés lors des transports. Un audit sera d'ailleurs réalisé prochainement sur le sujet.

Pour la CGT, la tarification doit être revue à la baisse. Par contre, la subvention versée par la tutelle doit être abondée afin de répondre aux besoins de toutes et tous. Les organisations syndicales seront prochainement auditionnées par le CGEFI (contrôle général économique et financier du ministère) afin d'aborder la gouvernance et le statut juridique de l'association.

**Le bilan de cette enquête fait donc ressortir, selon nous, les points suivants :**

- **besoin de communication sur pratiquement toutes les prestations d'action sociale,**
- **amélioration des aides au logement,**
- **aide à la restauration,**
- **aide aux personnes en difficultés,**
- **conditions de ressources plus adaptées à la situation des classes moyennes.**

Pour la fédération CGT des Finances, il est donc plus que nécessaire de continuer cette enquête et de l'améliorer. Les besoins des agents du ministère sont réels et très souvent méconnus. C'est grâce à la mobilisation des agents des Finances et des organisations syndicales que nous avons obtenus ces avancées depuis plus de 70 ans. **Nous allons continuer à revendiquer une action sociale de haut niveau pour toutes et tous, actifs, retraités, titulaires et non-titulaires et ce dans toutes les instances.**